

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°517 – 1^{er} décembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Plus de 6 Mds EUR annoncés pour les secteurs de l'énergie et de l'économie numérique au sein de l'UEMOA

Les 27 et 28 novembre 2023, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en collaboration avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), [a organisé](#) à Abidjan une table ronde des partenaires techniques et financiers (PTF) pour la mobilisation de ressources destinées à la Stratégie de Développement des Pôles Energétiques (SDPE) et du Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PRDEN) de l'UEMOA. Les montants recherchés pour le financement des projets étaient de 7 542 Mds FCFA (11,5 Mds EUR) pour la SDPE et 121 Mds FCFA (184,5 M EUR) pour le PRDEN. Ainsi, au terme de la table ronde, les engagements des bailleurs ont atteint au total plus de 4 000 Mds FCFA (6,1 Mds EUR), soit un peu plus de la moitié du montant recherché. A noter que d'autres annonces des PTF seraient intervenues après la clôture officielle de la table ronde ; ce qui permettrait de réévaluer à la hausse le montant total des engagements.

1^{ère} réunion ministérielle de l'AES sur la coopération économique et financière

Une réunion des ministres chargés de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, du Mali et du Niger s'est tenue la semaine du 20 novembre 2023, dans le cadre de la nouvelle Alliance dite [des États du Sahel](#) (AES). La déclaration commune des ministres fait état de leur volonté de renforcer leur coopération dans

Le chiffre à retenir

3,3 Mds EUR

Le budget 2024 du Togo, en hausse de 9,6% par rapport à 2023

plusieurs domaines. Il s'agit entre autres d'œuvrer : (i) au renforcement des échanges commerciaux par l'amélioration de la connectivité entre les trois pays ; (ii) à la mise en place d'un dispositif de sécurité alimentaire commun (systèmes d'alerte précoce, stocks stratégiques, observatoire des marchés agricoles) ; (iii) à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie commune d'industrialisation ; (iv) à la création d'un fonds de stabilisation et d'une banque d'investissement de l'AES ; (v) à la création d'un comité d'experts pour approfondir les réflexions sur les questions de l'union économique et monétaire. Ces trois pays présentent cependant des caractéristiques économiques et financières similaires (importateurs nets, faibles recettes fiscales...) et présentent ainsi un niveau de complémentarité faible.

Proparco et Vista Bank renforcent leur partenariat en faveur des PME

En marge de l'*Africa Financial Industry Summit* (AFIS) qui s'est tenu à Lomé les 15 et 16 novembre, Proparco et le groupe bancaire Vista Bank [ont signé](#) plusieurs conventions de garantie et de prêt en faveur du financement des micros, petites et moyennes entreprises



(MPME). Dans la cadre des programmes ARIZ et EURIZ de partage de risques (mis en œuvre respectivement avec le groupe AFD et l'Union européenne), Proparco a octroyé deux garanties de portefeuille respectivement de 4 M EUR et 1 M EUR. A cela s'ajoute un prêt de 10 M EUR. Ces financements sont destinés aux MPME clientes de Vista Bank. Un accompagnement technique financé par Proparco sera également mis en œuvre pour soutenir le développement par Vista Gui d'une offre financière et non financière dédiée à l'entrepreneuriat féminin.

Bénin

11 M EUR annoncés en 2024 pour le programme Pêche et aquaculture

Le [Programme Pêche et Aquaculture](#) du gouvernement béninois sera financé à hauteur de 7 Mds FCFA (10,7 M EUR) en 2024 afin de favoriser la structuration des filières halieutiques et ainsi augmenter les volumes d'exportation. Le programme permettra également de renforcer la résilience face aux changements climatiques ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables. La pêche présente un enjeu majeur au Bénin, pas uniquement de nature commerciale, puisqu'elle contribue à hauteur de 8% à la valeur ajoutée du secteur agricole, mais couvre 41% des besoins en protéines halieutiques de la population.

Burkina Faso

Projet d'expansion du site minier d'Orezone Bomboré

Le 24 novembre, le groupe canadien *Orezone Gold Corporation* [a annoncé](#) avoir déposé auprès des autorités burkinabè, le rapport technique de l'étude d'expansion de la phase II du site minier d'Orezone Bomboré. Ce projet d'expansion du site situé à 85 km de la capitale

Ouagadougou, concerne la construction d'une usine indépendante de traitement d'une capacité de 4,4 M tonnes de minerais par an. Sa mise en service devrait permettre de réduire significativement les coûts d'exploitation et de porter la production annuelle à 5,9 tonnes d'or durant les 8 premières années. L'entrée en production de cette usine est prévue pour le troisième trimestre de l'année 2025. Pour rappel, la [mine](#) d'or à ciel ouvert d'Orzone Bomboré a démarré sa production en décembre 2022. Au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2023, la mine a produit un peu plus de 3 tonnes d'or. Lors du lancement des activités du site, les réserves minérales du site étaient estimées à 31 tonnes d'or brut minimum.

Cap-Vert

300 M EUR du FSA pour accompagner les projets du secteur privé

Le Fonds africain de solidarité (FSA), une institution financière multilatérale qui offre principalement des garanties, a signé des accords de partenariat avec *Cabo Verde TradeInvest* (CVTI), *Pro-Garante*, la Bourse du Cap-Vert et le Conseil Supérieur des Chambres de Commerce et de Tourisme. Dans ce cadre, [le FSA va mettre à disposition une enveloppe de 300 M EUR](#), sur une période de deux ans, pour le financement de projets au Cap-Vert. Selon la secrétaire d'État au Développement des entreprises, la plus-value du partenariat avec le FSA est que l'institution accepte de garantir des projets de petite ampleur.

50 à 60 M EUR d'appui budgétaire prévu en 2024

A l'issue de la deuxième mission d'évaluation des performances de 2023, le 29 novembre 2023, le ministre chargé des Finances [a annoncé](#) que la contribution au budget 2024 du Groupe d'appui budgétaire (GAO) se situerait entre 50 et 60 M EUR, contre 65 M EUR en 2023. Le GAO



a noté une évolution positive de la situation économique du Cap-Vert, mais toutefois a fait plusieurs recommandations, entre autres sur les besoins de diversification de l'économie (le tourisme représentant 25% de PIB) et d'accélération des actions pour l'éradication de l'extrême pauvreté. Le GAO est composé de l'Espagne, du Luxembourg, du Portugal, de l'Union européenne, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale.

Côte d'Ivoire

Lancement de la troisième phase du projet C2D - Emploi

Le 24 novembre, le Premier ministre ivoirien a [lancé](#) officiellement la 3^{ème} phase du projet C2D – Emploi, intitulée "Programme d'insertion socio-professionnelle et citoyenne de la Jeunesse ivoirienne". Cette phase, d'un coût total de 78,7 M EUR vise à réduire le chômage et améliorer la qualité de l'emploi pour 100 000 jeunes. Elle est structurée autour de 3 composantes: i) un appui budgétaire de 30,5 M EUR ; ii) un appui de 28,2 M EUR en faveur du projet Employabilité des jeunes (co-financé par la Banque mondiale) et iii) un appui projet Service civique de 20 M EUR visant à soutenir la politique de volontariat et de service civique des jeunes vulnérables. A noter que les phases I et II du C2D-Emploi avaient permis un taux d'insertion oscillant entre 60% et 75%.

Accord entre les chambres de commerce ivoirienne et émiratie

Le 20 novembre, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) et son homologue des Emirats arabes unis (EAU) ont [signé](#) un protocole d'accord visant à renforcer les relations commerciales bilatérales des deux pays. Cet accord a été signé dans le cadre du forum économique "Doing business in Côte d'Ivoire", coorganisé par le centre de promotion de l'investissement en Côte d'Ivoire (CEPICI), l'ambassade de Côte d'Ivoire aux EAU

et la Chambre de Dubaï. Ce protocole concerne non seulement la facilitation des échanges entre les deux pays et des déplacements des opérateurs économiques, mais contribuera aussi à l'augmentation des investissements émiratis en Côte d'Ivoire. A noter que les échanges globaux ont significativement augmenté ces dernières années entre les deux pays, passant de 56 M EUR en 2015 à 242 M EUR en 2022.

Près de 14 M EUR de la BNI pour la construction d'un hôtel à Abidjan

Le 24 novembre 2023, la Société de Patrimoine et de Gestion (SPG) Akwaba [a annoncé](#) l'obtention d'un prêt de 9 Mds FCFA (13,7 MEUR) de la Banque nationale d'investissement, destiné à construction d'un hôtel *Golden Tulip Akwaba 4 étoiles* à Abidjan. Ce financement intervient après un premier accord de prêt signé en septembre avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour un montant de 9,2 Mds FCFA (14 M EUR). Le coût global de l'infrastructure est estimé à 33,2 Mds FCFA (50,6 M EUR). L'hôtel, qui sera bâti sur une surface de 20 000 m², sera doté d'une capacité de 205 chambres pouvant accueillir plus de 400 personnes.

Mauritanie

Le potentiel du pays en énergies renouvelables mis en avant par l'AIE

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) souligne, dans son [premier rapport exclusivement dédié au pays](#), les opportunités de développement que pourraient générer les énergies renouvelables. Le pays possède en effet assez de ressources pour sécuriser son propre approvisionnement et se positionner comme un acteur important du futur marché énergétique renouvelable. En 2021, seulement 48% de la population mauritanienne avait accès à l'électricité. Le mix énergétique actuel est composé de 61% d'hydrocarbures (fioul lourd



en particulier), 25% d'hydroélectrique, 6,8% d'éolien et 7,2% de solaire. Le rapport de l'AIE indique en outre que les prix de référence pour les projets d'énergie renouvelable récemment attribués dans des endroits où l'irradiation solaire et la vitesse du vent sont similaires à celles de la Mauritanie ont été de l'ordre de 15-38 USD/MWh pour le solaire à grande échelle et 26-41 USD/MWh pour l'éolien. Cela suggérerait que le coût de l'énergie renouvelable dans le pays pourrait bien être inférieur au coût estimé de la production à partir de diesel (80-110 USD/MWh) et permettrait ainsi de réaliser des économies significatives dans le secteur minier.

Matell déploie un premier dispositif 5G avec Huawei

A l'occasion de la fête nationale, le 27 novembre 2023, l'entreprise de télécommunications mauritanienne Matell a [organisé](#), en partenariat avec Huawei, les premiers tests de la 5G dans le pays. Inscrite dans la stratégie globale de développement de Matell autour du très haut débit, de l'amélioration de la qualité de service ainsi que de la promotion du digital, cette phase pilote devrait permettre à l'entreprise de s'assurer qu'elle est techniquement prête pour le déploiement commercial de la 5G dans le pays.

Niger

Mise en service de la centrale photovoltaïque de Gourou Banda

Le 25 novembre 2023, la société nigérienne d'électricité (Nigelec) a procédé à la [mise en service](#) de la centrale photovoltaïque de Gourou Banda, inaugurée le 5 juillet précédent. Considérée comme la plus grande centrale photovoltaïque du pays, elle est équipée de 55 776 panneaux solaires pour une capacité de production estimée à 30 MW. Ce parc solaire d'un coût de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) a été financé par un prêt de l'Agence française de

développement (23,5 M EUR), un don de l'Union européenne (5,4 M EUR) et une participation de l'État nigérien (1,6 M EUR). Initialement prévue pour le 25 août, la mise en service de la centrale n'a pu avoir lieu en raison du départ du personnel technique suite au coup d'État du 26 juillet 2023. Selon le ministre chargé de l'Énergie, le démarrage de la centrale devrait atténuer les délestages dans la capitale Niamey, les villes de Dosso (sud) et Tillabéri (ouest), accentués par l'arrêt des approvisionnements en provenance du Nigeria dans le cadre des sanctions imposées par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Pour rappel, la situation énergétique du Niger est caractérisée par un faible taux d'accès à l'électricité, soit 18,6% en 2021 selon les données de la Banque mondiale.

Sénégal

87 M EUR de la BAfD pour la réalisation de l'Agropole nord

La Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#), le 22 novembre 2023, un prêt de 86,9 M EUR en appui au projet de zone de transformation agroindustrielle dans le Nord ou Agropole nord. Le projet, couvrant les régions de Louga, Matam et Saint Louis, soit 2,8 M habitants, vise à (i) à améliorer les capacités de transformation industrielle des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et des services connexes, et (ii) à améliorer durablement les revenus des ménages et la sécurité alimentaire. D'un coût total de 283,1 M EUR, le projet est cofinancé par la Banque islamique de développement (21,2%), la Banque ouest africaine de développement (15,9%), l'État sénégalais (5,2%) et par des bailleurs privés (27%). Troisième à être mise en œuvre dans le pays avec le soutien de la BAfD (après ceux du Sud et du Centre), l'Agropole Nord, avec trois parcs agro-industriels et 14 centres d'agrégation et de services, devrait générer près de 430 000 emplois directs et indirects.



Meridiam obtient une garantie 20 M EUR pour l'exploitation du réseau BRT de Dakar

D'après un [communiqué](#) du 22 novembre 2023, le groupe français Meridiam, concessionnaire du réseau de Bus rapide transit (BRT) de Dakar, a obtenu une garantie financière de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) d'un montant de 19,9 M EUR. Cette garantie devrait couvrir sur 15 ans les investissements de Meridiam pour les risques liés à l'exécution de son contrat d'exploitation et de maintenance : risque d'expropriation, de restrictions de transfert et d'inconvertibilité, de guerres et de troubles civils et de rupture de contrat. Le BRT, qui doit démarrer en 2024, s'inscrit dans le cadre du programme d'amélioration de la mobilité urbaine de Dakar, en complément du TER. Sur un linéaire de 18,3 km, reliant les villes de Dakar et de Guédiawaye, le BRT desservira 14 communes, en drainant un flux quotidien de près de 300 000 passagers et réduisant de moitié les temps de parcours.

Sierra Leone

L'inflation atteint 54,6% en g.a en octobre 2023

Selon *Statistics Sierra Leone*, le taux d'inflation [s'établit](#) en octobre 2023 à 54,6% en glissement annuel (g.a.), après 54,5% le mois précédent. Ce niveau élevé d'inflation est porté principalement par la hausse des prix au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+60,3% en g.a.), des restaurants et hôtels (+73,5% en g.a.), de l'habillement (+46,9% en g.a.), de la santé (+55,1% en g.a.) ainsi que des loisirs et de la culture (+60,4% en g.a.). Par région,

le nord-ouest et le sud (respectivement +61,8% et +57,5% en g.a) affichent les niveaux d'inflation les plus élevés, tandis que l'est enregistre une inflation relativement moins importante (+49,2% en g.a.).

Togo

Le budget 2024 projeté à 3,3 Mds EUR, en hausse de 9,6%

Le gouvernement a [adopté](#) en Conseil des ministres, le 24 novembre 2023, le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2024 qui s'élève à 2 166,1 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), en hausse de 9,6% par rapport au budget rectificatif pour 2023. Devant être approuvé également par le parlement, il s'agirait du premier budget dépassant la barre de 2 000 Mds FCFA (3 Mds EUR). Ce PLF place le secteur social comme priorité et accorde ainsi 31% du budget à la promotion de l'inclusion et au développement du capital humain ; 19% à la transformation économique et 14% au renforcement de l'Etat. Par ailleurs, le gouvernement a déclaré poursuivre sa stratégie de promotion du numérique, *Togo Digitale*, avec un budget 2024 marqué par "une forte composante digitale". En outre, avec la poursuite des réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires, il est attendu une forte contribution du secteur privé à travers des mécanismes de financement innovants relevant des partenariats public-privé, notamment ceux de la finance verte.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)